

L'annexion a toujours été dans le programme d'Israël

Description

Par Rajko Kolundzic, le 17 juillet 2020



Pour David Ben-Gourion, ici en 1948 annonçant la fondation d'Israël, il a toujours été clair que le territoire israélien devait s'agrandir. (World History Archive)

Le projet du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu d'« annexer » des parties de la Cisjordanie a été [largement dénoncé](#) sur la scène internationale comme une violation du droit international.

De telles condamnations, cependant, sont à la fois hypocrites et loin de la vérité.

Elles ne tiennent aucun compte du fait que l'annexion était le projet, depuis le début. Elles refusent aussi de mettre en évidence la connivence du monde, et depuis des décennies, avec [l'annexion de facto](#) qui est en cours et qui, sous la forme [des colonies de peuplement israéliennes](#), a été dans les territoires occupés, et la réalité sur le terrain de la façon la plus évidente.

En effet, les États-Unis ont accepté, si ce n'est soutenu, ce que Noam Chomsky appelle le projet du [Grand Israël](#), un processus qui se poursuit depuis 50 ans.

Telle est la réalité sur le terrain. Et cela ne fera pas beaucoup de différence si elle est officialisée.

Le fait est que tout au long de son histoire, Israël s'est montré peu disposé à accepter des frontières internationalement reconnues, préférant à la place de construire des colonies de peuplement et d'occuper la terre.

Le record historique

Moshe Dayan, chef d'État-major de l'armée israélienne dans les années 50 et ministre de la Défense pendant la guerre de 1967, était tout fait explicite. « Israël », a-t-il [déclaré](#) lors des négociations avec l'Administration Jimmy Carter qui ont précédé le sommet de Camp David de 1978, entre Israël et l'Égypte, « a tous les droits d'être (en Cisjordanie). Toute division de la région est inacceptable. Un État Cisjordanie-Gaza n'est pas une solution ».

Également au cours de ces discussions, Menachem Begin, fondateur du parti Likoud, alors Premier ministre et, avant qu'Israël ne se soit déclaré comme un État, chef de la milice Irgun classée comme organisation terroriste par les Britanniques, a [déclaré](#) la Cisjordanie et la bande

de Gaza comme *«notre terre de plein droit»*.

Avant cela, en 1972, le Parlement israélien avait déclaré [d'ici](#) que *«le droit historique du peuple juif à la Terre d'Israël»* (entendue comme incluant la Cisjordanie) *n'est pas susceptible d'être contesté*.

La même année, Yisrael Galili, conseiller politique principal de Golda Meir, la Première ministre à l'époque, a [déclaré](#) que le Jourdain devrait être la *«frontière convenue d'Israël à une frontière, pas juste une bordure de sécurité»*.

Et ce ne sont pas simplement des opinions opportunistes suscitées par la capture de terroristes en guerre. Le premier Premier ministre d'Israël, David Ben-Gourion, a fait des commentaires tout aussi directs sur les frontières d'Israël.

Dès 1937, Ben-Gourion [écrivit](#) que les *«frontières des aspirations sionistes sont l'affaire du peuple juif et aucun facteur externe ne pourra les limiter»*.

Ben-Gourion [espérait aussi](#) l'expansion des *«aspirations sionistes»* aux *«frontières bibliques»* d'Israël (qui s'étendent jusqu'en Irak). Il n'est fait aucune mention ou référence à la population indigène dans cette vision.

L'histoire est «pleine de changement»

Dans ses *War Diaries* des années 40 (son journal quotidien), Ben-Gourion écrivit : *«Tout colonial sait qu'il n'existe rien dans l'histoire qui soit une disposition définitive ni en ce qui concerne le régime, ni en ce qui concerne les frontières, et ni en ce qui concerne les accords internationaux. L'histoire, comme la nature, est pleine d'alternations et de changements»*.

Il [considérait](#) en accord avec ses rivaux de l'époque, les Sionistes révisionnistes que les deux camps du Jourdain étaient inséparables d'Israël tout en soutenant que lorsque les sionistes cultiveraient la terre, *«la frontière se déplacera»*.

Ce n'est pas une surprise, dès lors, qu'il ait [annoncé](#), 10 ans avant la résolution de l'ONU de 1947 sur la partition, que *«l'acceptation d'une partition ne nous engage pas à renoncer à la Transjordanie»* à ce pays qui comprend la plus grande partie de la Jordanie actuelle. Et plusieurs universitaires ont fait valoir de manière convaincante que les aspirations territoriales d'Israël ont poussé les sionistes à accepter la proposition de partition de l'ONU surtout pour [faire obstacle](#) à la création d'un État palestinien.

Il est également remarquable de constater que l'annexion présente aujourd'hui vise des zones arables de la Cisjordanie ayant de riches ressources en eau. Les visées israéliennes sur les ressources naturelles de la Cisjordanie ont bien été comprises par les États-Unis depuis au moins les Accords de Camp David de 1978.

Richard Viets, diplomate américain, [notait](#) à l'époque qu'Israël n'avait *«aucune envie de partager ne serait-ce qu'un contraindre partiel»* des ressources en eau de la Cisjordanie et que, *«Israël continuait à étendre son exploitation de la couche aquifère»*.

Mais il s'agit toujours de beaucoup plus que des ressources. En effet, tout le projet des colonies de peuplement vise directement et explicitement à empêcher l'indépendance des Palestiniens.

En 1980, Ariel Sharon, alors ministre israélien de l'Agriculture, a déclaré que l'objectif des colonies était de priver les Palestiniens d'un État en le rendant non viable et en créant un « squelette » pour assurer que « la zone ne permette plus aujourd'hui et qu'elle ne permettra pas à l'avenir de compromis territorial ».

Des aspirations historiques

Pour l'instant, beaucoup dans la droite israélienne, et même certains colons, sont [opposés](#) à l'idée d'une annonce officielle d'annexion.

Ils le sont pour des raisons qui leur sont propres. Certains [argumentent](#) que la situation n'est tout simplement pas mûre, qu'Israël « a survécu et prospéré pendant 50 ans, sans annexion » comme l'a dit Jeff Barak, ancien rédacteur du *Jerusalem Post*.

Il n'y a aucune tentative ici de cacher ce qui s'est passé avant. Ainsi, David Horowitz, du *Times of Israel*, s'est [demandé](#) pourquoi Netanyahu « après 14 ans d'une extension discrète de la présence d'Israël en Cisjordanie, sans larguer la bombe internationale d'une annexion unilatérale, est tellement décidé à annexer maintenant ».

Une annexion officielle pourrait bien finir par être un [processus progressif](#) commençant avec certaines colonies importantes – peut-être en même temps qu'un [geste](#) envers les Palestiniens pour apaiser les inquiétudes européennes.

Ce pourrait être aussi simplement une façon de détourner l'attention des problèmes juridiques qui entourent Netanyahu. Et, quoi qu'il en soit, cela [ne se fera pas](#) sans le feu vert de Washington.

Mais tout cela est grandement en deçà de la question. Le fait fondamental est qu'il y a déjà eu une annexion, de facto, et toujours en cours depuis un demi-siècle, qui a reçu un soutien direct des États-Unis et dont les visées sont antérieures non seulement à l'occupation, mais encore à la création d'Israël.

En 1938, David Ben-Gourion [prévoyait](#) qu'« une fois que nous serons devenus une force puissante, suite à la création d'un État, nous devrons abolir la partition et nous nous étendrons sur l'ensemble de la Palestine ».

Quoi que Netanyahu décide de faire, il ne fera que poursuivre les aspirations historiques d'Israël à une expansion territoriale.

Rajko Kofundzic est étudiant en philosophie, en politique et en économie, à l'Université d'Essex au Royaume-Uni.

Traduction : BP pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date création

2020/07/20